

## Études internationales



Michel FORTMANN et Gérard HERVOUET (dir.), *Les conflits dans le monde 2008. Rapport annuel sur les conflits internationaux*, 2008, Québec, Institut québécois des hautes études internationales/Les Presses de l'Université Laval, 265 p.

Ali Laïdi

Volume 40, numéro 1, mars 2009

Carl Schmitt et les relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/037584ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/037584ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laïdi, A. (2009). Compte rendu de [Michel FORTMANN et Gérard HERVOUET (dir.), *Les conflits dans le monde 2008. Rapport annuel sur les conflits internationaux*, 2008, Québec, Institut québécois des hautes études internationales/Les Presses de l'Université Laval, 265 p.] *Études internationales*, 40(1), 143–145. <https://doi.org/10.7202/037584ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 2009

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru  
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

solidarité et considère que ces deux aspects sont en grande partie conciliables pour peu que l'intérêt national ne soit pas défini en termes étroits. Tous les arguments de ce chapitre conclusif ne sont pas également convaincants – on pourra ainsi être gêné par la perspective de nations certes démocratiques, mais essentiellement occidentales, pourvues de droits étendus à intervenir dans le tiers-monde, par les problèmes juridiques posés par de telles propositions et, surtout, par leur potentiel à être instrumentalisées. Cependant, l'argumentation centrale de Coicaud incite à dépasser ce malaise. Il plaide justement pour une prise au sérieux des valeurs démocratiques et pour un recadrage de l'intérêt national afin qu'il prenne véritablement en compte les intérêts « des autres ». Car, pour Coicaud, seul ce retour au multilatéralisme véritable est, à terme, à même de renforcer la sécurité des États, surtout du plus puissant d'entre eux.

Au final, c'est une image très différenciée qui apparaît au fil de l'ouvrage. Si le rôle particulier de la politique étrangère américaine y est souligné, le rôle joué par tous les autres acteurs concernés y est passé en revue et l'analyse proposée permet de prendre conscience de la complexité du fonctionnement de la politique internationale, au sein de l'ONU et en dehors, ce qui nous semble être l'un des intérêts majeurs de l'ouvrage pour le public universitaire. Sur le plan de la forme, on regrettera que les notes soient regroupées à la fin de l'ouvrage, ce qui rend leur consultation peu pratique. En ce qui concerne le contenu, il faut savoir que l'on ne trouvera pas ici d'analyse juridique à proprement parler et l'on pourra regretter que l'ouvrage ne distingue pas toujours clairement entre les opérations de maintien de la paix, les

bombardements de l'OTAN au Kosovo, la présence militaire en Afghanistan ou l'invasion de l'Irak. On pourra également déplorer l'absence de développement sur la question de savoir dans quelle mesure et dans quels cas le recours à la force militaire et l'envoi de troupes se révèlent véritablement adaptés à la résolution de crises humanitaires et politiques. Toutefois, le message général de l'ouvrage rend ces questionnements finalement secondaires. On peut souhaiter que *Beyond the National Interest* puisse être lu et son message compris par les décideurs politiques d'aujourd'hui et de demain. Car, comme le rappelle Coicaud, l'élément essentiel qui permettra de dépasser une conception étriquée de l'intérêt national et qui continue de manquer cruellement aujourd'hui est la volonté politique.

Coralie HINDAWI

*Arnold-Bergstraesser Institut Freiburg  
Allemagne et  
Université Pierre-Mendès-France  
Grenoble, France*

### **Les conflits dans le monde 2008. Rapport annuel sur les conflits internationaux**

*Michel FORTMANN et Gérard  
HERVOUET (dir.), 2008, Québec,  
Institut québécois des hautes études  
internationales/Les Presses de  
l'Université Laval, 265 p.*

Commençons par les statistiques. Optimistes mais précaires. Après une augmentation en 2006, le nombre des conflits en 2008 semble s'être stabilisé. Mais, dans ce domaine, la prudence s'impose. Question d'interprétation. Les nombreux centres de recherche qui travaillent sur le sujet peinent à s'accorder sur une définition claire d'un conflit. Disons pour simplifier que, si l'on prend

en compte uniquement les conflits entre États, la stabilisation se confirme. En revanche, si l'on ajoute aux statistiques les conflits non étatiques, alors il faut reconnaître que la violence poursuit sa courbe légèrement descendante amorcée dans les années 1990. Voici le premier enseignement de l'ouvrage collectif dirigé par Michel Fortmann et Gérard Hervouet. Un livre qui tente de passer en revue la plupart des conflits qui ont ensanglanté l'année 2008.

Une année importante, car elle s'inscrit sous la forme d'un bilan des deux mandats de l'administration Bush. C'est aussi l'année de l'élection du premier président noir à la tête de la superpuissance étasunienne. On peut donc s'interroger : Barack Obama prend-il ses fonctions au moment où le monde vit une « désescalade considérable » des conflits, comme l'affirme l'Université allemande d'Heidelberg citée dans l'ouvrage ? Rien n'est moins évident car, là encore, tout dépend du point de vue de l'observateur. Les situations irakienne et afghane ont augmenté le nombre de pays engagés dans un conflit pour approcher le niveau maximum atteint dans les années 1950 : 33 %. Un chiffre que les auteurs relativisent en soulignant que la plupart des interventions militaires (sauf pour l'Irak en 2003) étaient appuyées par la communauté internationale avec l'objectif de séparer les belligérants. Pas de quoi donc alimenter un quelconque pessimisme. D'autant que le nombre moyen de morts par conflit engageant au moins un État diminue également : 500 en moyenne en 2006 contre 38 000 en 1950 ! Les guerres étatiques étant les plus meurtrières, leur diminution influe directement sur le taux de violence. *Quid* des actes de terrorisme ? Ils seraient en augmentation depuis 2003... à moins de

ne pas considérer comme du terrorisme les frappes régulières des groupes violents en Irak pour les qualifier alors d'insurrection, voire de guerre. Pour en finir avec le décompte de la cruauté humaine en 2008, l'ouvrage établit le palmarès géographique de la violence mondiale avec l'Afrique en tête, suivi par le Moyen-Orient et les Amériques. Voilà pour les statistiques macabres.

L'intérêt de l'ouvrage réside surtout dans les analyses sectorielles et géographiques. On retiendra le chapitre sur la puissance des États-Unis. On ne peut s'empêcher d'y voir une sorte de legs laissé au président Obama par l'ancien président George Bush. Et ce, même si ce chapitre a été rédigé avant l'issue finale de l'élection américaine. Comment le nouveau président gèrera-t-il la situation en Irak et en Afghanistan ? Quelle sera sa position vis-à-vis de Moscou : réchauffement des relations ou nouveau round de guerre froide ? Compte-t-il imposer les États-Unis dans la région de l'Arctique face aux autres pays prétendants ? Beaucoup de questions, peu de réponses tant les inconnues de l'équation sont nombreuses. Les auteurs ont toutefois raison d'écrire que les États-Unis se trouvent « à la croisée des chemins ».

Pour la Russie, les auteurs hésitent moins. Ils dessinent le portrait d'une puissance qui a décidé de stopper l'influence de l'Ouest dans ce qu'elle estime être son pré carré. Ils montrent parfaitement comment s'est opéré le retour de la Russie dans les Balkans. Après avoir avalé la pilule de l'indépendance du Kosovo, Moscou a sorti les griffes contre la Géorgie à l'été 2008. Les mauvais calculs du président géorgien lui ont permis d'envoyer un message clair à Washington : les « conflits gelés » des Balkans peuvent se réveiller à tout

moment. Et de montrer au passage à la Maison Blanche que Moscou ne craignait plus les rapports de force avec les États-Unis et ses alliés européens.

Quant à la poudrière du Moyen-Orient, les auteurs décrivent une situation en trompe-l'œil. Malgré les apparences, l'année 2008 recèle bien des dangers pour l'avenir. Il serait naïf, expliquent-ils, de croire que la situation est calme. Le désintérêt de la communauté internationale qu'il déplore pourrait déboucher sur un chaos incontrôlable. Car les guerres de factions menacent plus que jamais. Moins visibles, moins spectaculaires, mais tout aussi dangereuses pour la stabilité de la région : l'Irak bien sûr où les forces d'Al-Qaïda faiblissent face au « réveil » de la communauté sunnite ; le Liban qui n'a pas su consolider sa cohésion nationale ; le conflit israélo-arabe qui n'en finit pas de pourrir ; les Palestiniens qui se déchirent entre partisans du Hamas et fidèles du Fatah, sans parler de la Turquie dont la démocratie tanguine dans le débat sur la laïcité... autant de petites bombes à retardement, préviennent les auteurs, que les grandes puissances doivent prendre en compte.

Au final, cet ouvrage affiche un objectif ambitieux difficilement atteint du fait même de l'objet de l'étude, extrêmement mouvant. Le livre, essentiellement découpé par aire géographique (la Russie et les Balkans, la sécurité européenne, l'instabilité asiatique, le Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne, le narcoterrorisme en Amériques...), parvient tout de même à résumer les principales causes des conflits ainsi qu'à décrire la position des acteurs engagés. Il fournit un éclairage général sur chacun d'eux qui satisfera le lecteur averti, mais frustrera sans doute le spécialiste. Il est difficile en moins de 260 pages d'entrer dans les

détails de tous ces conflits. D'où l'impression parfois de lire un excellent compte rendu journalistique plus qu'une étude approfondie. Pour les prochaines éditions, les responsables seraient inspirés de fournir au lecteur des cartes qui permettent de se repérer parmi les différentes revendications territoriales des acteurs.

Ali LAÏDI

*Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et France 24*

### **Cyber Security Economic Strategies and Public Policy Alternatives**

*Michael P. GALLAHER, Albert N. LINK et Brent R. ROWE, 2008, Cheltenham, Edward Elgar, 266 p.*

Le programme de recherche sur la cybersécurité est en pleine émergence actuellement. Bien que profondément multidisciplinaire, ce programme de recherche touche directement les études internationales et l'analyse des politiques publiques. Le livre de Gallaher et de ses collègues s'adresse plus au lectorat de l'analyse des politiques publiques qu'à celui des études internationales. Ce livre enrichit davantageement la littérature sur l'analyse de prise de décision relativement à la menace cybernétique à l'intérieur des institutions publiques et des entreprises privées. Il rassemble à la lumière d'un cadre théorique original une multitude de connaissances techniques, administratives, technologiques et politiques autrement dispersées.

Sans en faire un résumé exhaustif, disons que ce livre porte sur trois éléments essentiels qui synthétisent de façon pertinente l'ensemble de son contenu. Il s'agit de l'approche théorique de la cybersécurité par l'analyse de la prise de décision, de la diversité des